

« Wakamono kiki » ou la crise de la jeunesse

Des chercheurs ont débattu lors d'un colloque à Paris des difficultés des jeunes Japonais à trouver leur place dans une société vieillissante et sur un marché du travail atone. Extraits de leurs contributions

■ Une nouvelle chance pour les femmes Les discriminations sociales se réduisent

Bien sûr, je reconnais que la situation des jeunes sur le marché du travail est difficile. Mais il me semble que l'ampleur de cette situation est parfois décrite de façon exagérée. Prenons l'exemple du taux de chômage des jeunes. D'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 2009, le taux de chômage moyen des jeunes de 15-24 ans sur l'ensemble des pays membres représentait 16,7%.

Dans certains pays, il est beaucoup plus élevé : 37,9% en Espagne, 25,8% en Grèce, 25,9% en Irlande et 22,5% en France. Au Japon, ce taux a atteint 9,1% à la suite de la crise de 2008 (pour un taux moyen d'environ 5%), un niveau proche de celui de pays comme les Pays-Bas, la Corée du Sud ou la Norvège, où il est considéré comme faible.

Mon propos n'est pas de démontrer que la situation des jeunes sur le marché du travail au Japon est limpide. Au contraire, ces derniers temps, certaines tendances se sont aggravées, comme le refus de l'intégration professionnelle classique, qui touche plus particulièrement les jeunes hommes.

Reconversions ratées

D'autre part, le secteur de la construction a réduit ses capacités d'emploi depuis la fin des années 1990. Or, il n'est pas rare de voir certains travailleurs exclus du secteur manufacturier ou du secteur de la construction rater leur reconversion vers le secteur des services et se retirer du marché du travail.

Cette tendance est apparue au cours de la décennie perdue (1992-2002) et surtout au sein des

Yuji Genda

Professeur d'économie du travail à l'université de Tokyo

jeunes générations issues de milieux sociaux défavorisés avec un faible niveau d'éducation. Ces jeunes sont qualifiés de NEET (*Not in Education, Employment or Training* - Ni à l'école, ni au travail, ni en formation), expression devenue familière au Japon. En raison de la hausse du nombre de jeunes NEET, les aides sociales distribuées ont augmenté, creusant un peu plus le déficit public du pays.

Nouveaux services

Cependant, parallèlement aux difficultés rencontrées par les hommes sur le marché du travail, les femmes profitent de meilleurs auspices grâce, notamment, au développement de nouveaux services.

À l'inverse de ce qui se produit chez les hommes, le taux de femmes inactives âgées de 15-54 ans est en baisse constante. En 2009, l'étude nationale sur les revenus et les dépenses des ménages a d'ailleurs publié pour la première fois des résultats qui démontreraient que le niveau de revenus disponibles des femmes âgées de moins de 30 ans, non mariées et vivant seules a dépassé celui de leurs homologues masculins.

Le Japon a longtemps fait pâle figure sur le plan de l'égalité des sexes. Or, on constate que l'écart de statut social entre les hommes et les femmes tend à se réduire, du moins au sein des jeunes générations. ■

Traduit du japonais par Adrienne Sala

Le colloque « Les jeunes face à la crise : une génération perdue ? » était organisé par la Fondation France-Japon de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), les 15 et 17 mars à Paris.

A lire

Lost in Transition. Youth, Work, and Instability in Postindustrial Japan, de Mary Brinton (Cambridge University Press, 2010).

A Nagging Sense of Job Insecurity, de Yuji Genda (International House of Japan, 2005).

Devenir adulte, de Cécile Van de Velde (PUF, 2008).

Le Destin des générations, de Louis Chauvel (PUF, 1998).

Des liens et des transferts entre générations, d'André Masson (EHESS, 2009).

Sur Lemonde.fr :

« Réflexions sur le marché du travail japonais », par Ryo Kambayashi (université Hitotsubashi).

« La jeunesse sacrifiée ou enfermée », par François Dubet, sociologue.

« Les jeunes face à la crise : leçons japonaises », Cécile Van de Velde et Sébastien Lechevalier, maîtres de conférence à l'EHESS

■ Trop de diplômés à l'université, plus assez d'emplois très qualifiés L'éducation universelle menace le système méritocratique

L'émergence d'une économie de la connaissance dans le monde a conduit à des changements radicaux tant au niveau de l'enseignement supérieur que de l'emploi.

D'un côté, les gouvernements des sociétés les plus avancées ont mis en place des politiques pour développer l'enseignement supérieur afin d'améliorer leur compétitivité du point de vue de l'éducation et de l'attraction de travailleurs très qualifiés.

D'un autre côté, les pressions de la concurrence internationale et des politiques gouvernementales pour réduire les coûts du travail et accroître la mobilité du travail ont conduit à une polarisation croissante de la main-d'œuvre entre des groupes de travailleurs très qualifiés et non qualifiés.

De ce point de vue, le Japon est un idéal type, en ce qu'il a fait l'expérience depuis vingt ans d'une expansion remarquable de l'enseignement supérieur et d'une croissance de l'emploi précaire sous la pression de la mondialisation. Ces changements ont été plus rapides et d'une plus grande ampleur que dans les autres sociétés avancées, y compris la France.

Précarisation de l'emploi

Les statistiques japonaises indiquent que le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur est passé de 2 043 000, en 1990, à 2 514 000, en 2007 : le taux d'inscription des plus de 18 ans est ainsi passé de 25,4% à 47,2% sur la même période. Au total, 77% des individus de la même classe d'âge sont engagés dans un cursus d'en-

Takehiko Kariya

Sociologue de l'éducation, professeur au St Antony's College (Oxford)

seignement supérieur. En ce qui concerne l'emploi des jeunes, la stagnation des années 1990 et les pressions de la mondialisation ont contribué à une rapide érosion de la stabilité de l'emploi. Les différentes formes d'emploi précaires ont tout particulièrement augmenté pour la classe d'âge des 15-24 ans et représentent, en 2010, 41,6% de l'emploi total pour les hommes et 50% pour les femmes, soit une augmentation de 20% pour les deux sexes par rapport à 1990.

Afin d'éviter les difficultés d'insertion auxquelles font face les détenteurs du seul diplôme du secondaire, un nombre croissant d'étudiants se sont engagés dans un cursus d'enseignement supérieur dans les années 1990 et 2000. C'est clairement la principale raison de l'expansion de l'enseignement supérieur au Japon pendant cette période.

Dans le même temps, à cause du déclin rapide de la population âgée de 18 ans, il est devenu de plus en plus facile de réussir l'examen d'entrée à l'université, notamment pour les établissements les moins prestigieux.

Dans ces conditions, la croissance des opportunités dans l'enseignement supérieur a-t-elle rendu l'entrée sur le marché du travail plus facile pour les diplômés ? A-t-elle contribué à réduire les inégalités d'accès aux emplois stables ? Pour tenter de répondre à ces questions, je me suis appuyé sur des données statistiques per-

mettant de suivre trois cohortes d'individus âgés de 18 ans, avant, pendant et après l'expansion de l'enseignement supérieur.

Les résultats sont les suivants : pour les deux cohortes les plus anciennes, le niveau licence a un impact positif sur la probabilité d'obtenir un contrat à durée déterminée dès le premier emploi et ce quel que soit l'établissement. En revanche, pour la cohorte la plus récente, l'impact est négatif en général mais positif pour les meilleures universités. Ces résultats signifient que pour la période la plus récente, seuls les diplômés des meilleures universités accroissent les chances d'accéder à un emploi stable.

Inégalités accrues

De plus, pour la cohorte la plus récente, les lycées privés sont devenus la voie la plus efficace pour entrer dans les meilleures universités, au détriment des bons lycées publics. Cela signifie que la richesse des parents et leur connaissance du système éducatif jouent un rôle de plus en plus important.

Dans ce processus, la valeur des diplômes des universités les moins prestigieuses s'est même dépréciée. Autrement dit, alors que certains célèbrent le fait que trois quarts des jeunes Japonais ont accès à l'enseignement supérieur, ce qui est l'un des chiffres les plus élevés au monde, la réalité est que les inégalités en matière d'éducation ne font que s'accroître.

Les chances d'entrer dans les meilleures universités dépendent de plus en plus du fait d'avoir été dans un lycée privé. En bref, sous couvert d'éducation universelle, ce qu'on observe au Japon, c'est à la fois la fin du système « méritocratique » et une nouvelle forme de transmission inter-générationnelle de l'avantage social. ■

■ Après la « décennie perdue », les générations sacrifiées ?

La crise de la jeunesse (« *Wakamono kiki* ») : ainsi titrait, début 2009, l'hebdomadaire japonais *Toyo Keizai*, avec en couverture un jeune homme en costume et au visage triste. Les pages intérieures abondaient de chiffres détaillés et de témoignages décourageants sur leurs difficultés face à l'emploi. Malgré leurs couleurs, les graphiques comparant la situation japonaise à celle des autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ne venaient qu'assombrir le tableau.

Durant les années 1990 et au début des années 2000, le Japon a parachevé sa transition vers une économie « postindustrielle », tout en connaissant une récession économique marquée. Ces deux processus simultanés ont entraîné une augmentation du taux de chômage, en particulier celui des jeunes diplômés, confrontés à des difficultés accrues dans leur recherche

d'emplois qualifiés, que ce soit dans l'industrie ou dans d'autres secteurs.

Mais, au-delà de la seule récession économique, ce que l'on peut appeler le « système de développement du capital humain » japonais s'est transformé en profondeur : l'équilibre institutionnel qui structurait le marché du travail depuis l'après-guerre amorça sa transition vers un nouvel équilibre, qui n'a toujours pas été atteint.

« Capital humain mobile »

Cette évolution a produit une première, puis une seconde « génération perdue ». Elle a laissé place à une divergence grandissante entre les travailleurs d'âge mûr bénéficiant d'une sécurité d'emploi, et les plus jeunes qui en furent dépourvus.

Le contrat social que la société japonaise avait noué avec les jeunes sortants du système éducatif a ainsi été abandonné. Celui-ci se fondait sur la promesse implicite

Mary Brinton

Professeur de sociologie à l'université Harvard

qu'en suivant des études les jeunes hommes pourraient gagner une place dans la classe moyenne japonaise pour eux et pour leur famille. Un tel niveau de vie n'était pas uniquement ouvert à l'élite étudiante issue des universités de premier ou de second rang, mais aussi aux bacheliers. Or, si ce contrat avec les jeunes a été cassé, celui qui garantissait aux générations antérieures la sécurité de l'emploi a bel et bien été maintenu.

Cet arbitrage intergénérationnel a donc une saveur douce-amère. Le fossé entre le chômage des jeunes et celui de leurs aînés s'est considérablement accru au Japon dès la fin des années 1990. Cette fameuse « décennie perdue » a ain-

si vu apparaître de nouvelles formes d'emplois atypiques, qui se sont diffusées rapidement à l'entrée du marché du travail pour les nouveaux diplômés.

Les employeurs japonais ont aujourd'hui davantage de liberté pour recruter à la fois des travailleurs en contrat à durée indéterminée (CDI), et d'autres sous différentes formes d'emploi « atypique » (dont les travailleurs intérimaires, à temps partiel, en contrat à durée déterminée, ainsi que les étudiants faisant des *arubaito*, ou « petits jobs »).

Or, si la protection de l'emploi reste assez forte pour les premiers, elle est particulièrement faible pour les seconds. Au moment même où les taux de chômage et de travailleurs « atypiques » ont fortement augmenté parmi les jeunes, les « effets cicatrices » de telles difficultés sur ces populations se sont révélés avec une cruelle clarté.

Dans le Japon du XXI^e siècle, les salariés tout comme les

employeurs ont besoin d'intégrer l'idée qu'un travailleur dispose d'un « capital humain mobile » qui puisse être porté et valorisé d'une entreprise à l'autre. Du côté de la demande de travail, le système éducatif japonais doit mieux préparer les jeunes gens à l'économie globalisée et à un marché désormais plus ouvert et plus flexible.

Protection et formation

Mais les employeurs doivent également apprendre à reconnaître et à valoriser la diversité des expériences des jeunes salariés qui n'auraient pas pu évoluer dans un emploi stable au cours des dix premières années de leur carrière. Ces changements vont prendre du temps.

Que peut-on donc faire pour améliorer les perspectives d'emploi des jeunes travailleurs atypiques ? Le gouvernement japonais doit prendre des mesures volontaristes pour inciter les employeurs à conduire davantage de salariés au

statut précaire vers des emplois protégés. Par exemple, le gouvernement pourrait mettre en place des incitations financières en direction des employeurs (aides directes, allègement de taxes) pour faire évoluer au moins 40% de leurs emplois atypiques vers des statuts stables, dans une période de deux ans après le recrutement.

Les employeurs seraient ainsi invités à embaucher les travailleurs atypiques au meilleur potentiel, et donc à développer ensuite leurs compétences par la formation continue.

Plus encore, en rendant le marché des emplois atypiques plus compétitif, ces incitations atténueraient le stigmate et l'effet cicatrice que ces formes de statut engendrent actuellement. Comme chercheur en sciences sociales, nous savons combien construire un nouvel équilibre est difficile ; mais, dans le marché du travail japonais du XXI^e siècle, cette construction est devenue essentielle. ■